Le sommet du G20

Le G20 espère rassurer par ses décisions et son unité

Les institutions internationales et les pays émergents sortent renforcés du sommet

Londres
Envoyés spéciaux

Des décisions et un signal politique fort. Le sommet du G20, qui réunissait jeudi 2 avril à Londres les dirigeants des principales puissances de la planète, a fait coup double. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont joué collectif. *« Personne n'a eu de volonté de leadership. Tout le monde est dans le même bateau. C'est la nouveauté »*, a assuré Nicolas Sarkozy. *« Il s'agit d'un compromis historique pour une crise exceptionnelle »*, s'est félicitée la chancelière allemande Angela Merkel.

L'implication du président américain Barack Obama, qui a plus joué les médiateurs que les leaders, les concessions du président chinois Hu Jintao et la présidence du premier ministre britannique, Gordon Brown, ont été décisives dans le succès d'une réunion saluée par les marchés financiers.

« Le monde s'est rassemblé pour combattre la récession, pas avec des mots, mais avec des réformes », s'est réjoui l'hôte du sommet. Le G20 a en effet pris quatre orientations décisives pour sauver l'économie mondiale : de l'argent, de nouvelles règles, des institutions internationales renforcées et l'admission des pays émergents à la table des pays riches. Un sujet n'a pas été abordé : les grands déséquilibres monétaires, budgétaires et commerciaux, qui sont aussi à l'origine de la crise. *« Je ne vais pas gâcher la fête du G20 »*, grommelle un banquier central.

L'urgence est d'éviter la syncope financière et M. Brown s'est réjoui de pouvoir afficher le chiffre colossal de 1 100 milliards de dollars (819 milliards d'euros) supplémentaires à injecter. Il ne s'agit pas de plans de relance nationaux supplémentaires, comme en rêvait M. Brown : l'Allemagne et la France n'en ont pas voulu. *« Jamais il n'y a eu un tel plan de relance économique coordonné au niveau mondial »*, a jugé Dominique Strauss-Kahn, directeur général du Fonds monétaire international (FMI).

Rapports de force

Mais il a été décidé de faire plus en mettant à la disposition des pays les plus en difficulté de nouveaux moyens financiers via les organisations internationales. Le FMI va ainsi voir ses moyens tripler à 750 milliards de dollars. Quelque 250 milliards seront financés par de la création monétaire, en clair la planche à billets.

Pendant que M. Brown parlait *« relance »*, *« croissance »*, M. Sarkozy préférait détailler les mesures les plus techniques prises par le G20 : agences de notation, hedge funds, comptabilité. Comme Mme Merkel, il a salué le langage du G20, qui s'est enfin décidé à appeler les choses par leur nom. *« Dans le communiqué, vous verrez une phrase : "le temps du secret bancaire est révolu" »*, indique-t-il.

Les dirigeants des institutions internationales triomphaient eux aussi. *« C'est le grand retour du FMI »*, se glorifie son directeur général, M. Strauss-Kahn. Les banquiers centraux vont eux voir les pouvoirs de leur Forum de stabilité financière renforcés. Cette organisation invitée à détecter les risques financiers va devenir *« une organisation mondiale de la finance »*, selon l'expression de M. Sarkozy. Enfin, le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Pascal Lamy, a lui aussi tout loisir d'être satisfait : les dirigeants de la planète se sont donné rendez-vous en juillet en Sardaigne, dans le cadre du G7 élargi aux grands émergents, pour débloquer le cycle de négociation commerciale de Doha lancé en 2001 et enlisé depuis.

Le quatrième grand acquis du sommet concerne les rapports de force sur la planète. *« Le G20, ce n'est pas le G7 des pays industrialisés élargi »*, expliquent les responsables allemands. C'est autre chose, un monde où les pays émergents ont leur place et jouent le jeu. Le nouveau cercle connaît quelques frictions, lorsque les Occidentaux mettent en avant les organisations dont les émergents contestent la légitimité, comme l'OCDE, car ils n'en font pas partie. Mais la Chine, l'Inde, le Brésil ont besoin des consommateurs occidentaux et ne peuvent laisser s'écrouler l'économie mondialisée. Cela mérite des concessions. Ils ont accepté un renforcement des moyens du FMI sans obtenir immédiatement les droits de vote auquel leur poids économique leur donne droit. Mais c'est promis, cela sera changé d'ici à 2011.

Dans l'euphorie, un sujet n'a été abordé que du bout des lèvres, celui d'avoir des finances publiques saines à long terme. Les Allemands s'en inquiètent, qui estiment que rien ne sert de faire des dépenses supplémentaires. Au lieu de rétablir la confiance, on va finir par faire réapparaître le spectre de l'hyperinflation. Le G20 n'a pas non plus parlé taux de change. *« C'était prendre le risque de ne rien obtenir sur la régulation »*, note M. Sarkozy, qui compte *« se battre »* pour le mettre à l'ordre du jour du prochain G20. Après celle de Washington en novembre 2008 et de Londres, une troisième réunion a été convoquée dans la foulée de l'assemblée générale de l'ONU à New York en septembre. Le temps des G7 est révolu. ■

Arnaud Leparmentier, Virginie Malingre et Anne Michel

Angela Merkel et Barack Obama, jeudi 2 avril, à l'issue du G20 de Londres. DYLAN MARTINEZ/REUTERS

Des mesures concrètes pour réguler le système

Londres
Envoyés spéciaux

La régulation du système financier mondial, considérée par tous les dirigeants de la planète comme un préalable au retour de la confiance et à la sortie de la crise, a été au cœur du G20 du 2 avril. Pour la première fois depuis le G5 du Plaza – en 1985 à New York –, un sommet international débouche sur un plan d'action assorti de mesures précises. Et c'est la première fois qu'un tel plan est porté par les 20 principaux pays développés du monde. Il nécessitera au moins deux ans de travail.

Lutter contre les paradis fiscaux. L'époque du secret bancaire *« est révolue »*, affirme le communiqué final. Cette déclaration marque une rupture avec des décennies de tolérance des grandes puissances économiques envers les paradis fiscaux. Ceux-ci ne pourront plus opposer le secret bancaire aux enquêtes de l'administration fiscale ou de la justice étrangères, sous peine d'être fichés sur la liste de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Surtout, ils seront sanctionnés. Les ministres des finances du G20 vont définir *« une palette de sanctions »* mais déjà, il est acquis que les grandes organisations internationales ne pourront pas travailler avec les Etats récalcitrants. Les engagements de coopération pris, notamment récemment par la Suisse, le Luxembourg, la Belgique, le Liechtenstein etc., seront contrôlés par le Fonds monétaire international (FMI) et le Forum de stabilité financière.

Etendre le champ de la régulation. Le G20 promet que tous les établissements financiers, produits et marchés qui représentent un risque pour le système financier mondial seront contrôlés. Il ne s'engage, pour l'heure, précisément que sur les fonds spéculatifs « d'importance systémique », c'est-à-dire dont la faillite menacerait d'écroulement tout le système. Ces hedge funds devront s'immatriculer auprès d'un superviseur et avoir une gestion plus transparente. L'une des difficultés sera de placer le curseur entre les fonds à contrôler et les autres.

Sécuriser les banques. Pour éviter que les banques ne ferment brutalement le robinet du crédit en période de crise, elles devront augmenter leurs fonds propres dès le retour de la croissance. Pour les responsabiliser aux risques qu'elles prennent, elles devront conserver dans leur bilan une partie des actifs qu'elles titrisent (5 %), ces créances qu'elles ont pris l'habitude de transformer en produits financiers revendus sur les marchés. Les autorités de contrôle prendront en compte le « hors bilan » des banques – cette zone comptable opaque dans laquelle beaucoup d'actifs risqués ont été logés –, dans le calcul de leurs exigences en capital.

Assouplir les normes comptables. Ces normes élaborées par des cabinets privés, sans le contrôle des autorités politiques, ont été accusées d'avoir accentué l'impact de la crise. Elles ont obligé les banques à évaluer une partie de leurs actifs à la valeur de marché, c'est-à-dire à une valeur dépréciée, voire quasi nulle en plein krach boursier. Les organismes qui les élaborent sont appelés à travailler de façon *« urgente »* avec les régulateurs pour les assouplir. Un standard unique de normes internationales est demandé. Le G20 pense ainsi pouvoir freiner les dépréciations d'actifs massives qui ont fragilisé les banques depuis l'été 2007, conduisant certaines d'entre elles à la faillite.

Renforcer les institutions financières internationales. Grand vainqueur des réformes, le Fonds monétaire international (FMI) voit ses ressources tripler à 750 milliards de dollar (560 milliards d'euros) et devient un super gendarme de la planète financière. Il travaillera de concert avec l'ex-Forum de stabilité financière (FSF), transformé en Conseil, pour élaborer un mécanisme d'alerte sur les risques. L'articulation de cette coopération s'annonce délicate, sachant que la supervision des banques et des marchés reste décentralisée dans les Etats. ■

Ar. Le, V. Ma et A. Mi.

Christian Noyer : « Aucun acteur n'échappera à la supervision »

Entretien

CHRISTIAN NOYER, le gouverneur de la Banque de France, revient sur les avancées du G20.

Que pensez-vous de cette nouvelle architecture ?

Elle correspond à ce dont nous avions besoin. Nous avons des résultats concrets. Des réformes, impensables il y a six mois, sont décidées et appliquées. Le système financier sera mieux surveillé, mieux encadré. Aucun acteur n'échappera à la supervision, y compris hedge funds et paradis fiscaux. Les risques de bulles spéculatives et de crises en seront réduits.

Les mesures sont-elles de nature à accélérer la sortie de crise ?

La crise est profonde. Mais la réponse est à la hauteur des enjeux. C'est, d'abord, une réponse coordonnée entre les pays. La coopération mondiale, les institutions financières internationales, le cadre multilatéral sortent renforcés de ce sommet. Le rejet du protectionnisme, le refus de la guerre des changes, quand on se souvient de l'histoire, c'est très important. C'est, ensuite, une réponse massive. Au total, plus de 5 000 milliards de dollars. C'est sans précédent mais le monde en a besoin. C'est enfin une réponse équilibrée. A côté de la réforme du système financier et du retour à la croissance, la dimension humaine de la crise, la nécessité de soutenir l'emploi, la priorité de la lutte contre la pauvreté sont reconnues et affirmées.

Que manque-t-il ?

Les dirigeants du G20 ont arrêté un programme complet. Il faut maintenant l'appliquer. Mais la crise n'est pas terminée. Il faut poursuivre et achever l'assainissement du secteur financier. Nous devons surveiller l'évolution du crédit et des flux financiers vers les entreprises et les ménages. C'est, dans l'immédiat, l'enjeu principal. Il faut aussi éviter que les difficultés profondes que connaissent tous les pays ne poussent à l'isolationnisme. Le G20 a lancé, à cet égard, un message fort et clair. ■

Propos recueillis par A. Mi.

LICRA

La Fédération de Paris de la LICRA, la MAIRIE du 6e et la librairie LA PROCURE ont le plaisir de vous convier au

SALON DU LIVRE
DE L'ANTIRACISME ET DE LA DIVERSITE

Parmi les auteurs présents, signeront leurs livres :

Armand Abecassis - André Added - Isabelle Alonso - Pierre Angel - Hervé Azoulay - Elie Barnavi - Loïc Barrière - Catherine Barry - Fatima Besnaci-Lancou - Daniel Borrillo - François Bott - Cabu - Nouchka Cauwet - Johann Chapoutot - Christian Chesnot - Jean-François Colosimo - Michèle Cotta - Roger Cukierman - Monique Dagnaud - Eric Deroo - Rachel Ertel - Joseph Farnel - Jean-Pierre Filiu - Eric Fottorino - Irène Frain - Patrick Gaubert - Daniel Goldenberg - Jean-Yves Guerin - Marek Halter - Axelle Hutchings - Gérard Israël - Laurent Jaoui - Jean-Noël Jeanneney - Laurent Joffrin - Smaïn Laacher - Evelyne Lagardet - Marceline Loridan-Ivens - Gilles Manceron - Nine Moati - Soukaïna Oufkir - Gisèle Pineau - Martine Poulain - Corinne Prezelj - Marie Rameau - Frédéric Rousseau - Gonzague Saint-Bris - Philippe Saltel - Boualem Sansal - Karim Sarroub - Antoine Sfeir - Gilbert Sinoué - El Yamine Soum - Benjamin Stora - Gérald Tenenbaum - Jacques Toubon - Hubert Védrine - Catherine Wihtol de Wenden - Michel Zaoui - etc.

Dimanche 5 avril 2009 de 14h à 19h

Mairie du 6e arrondissement de Paris - 78, rue Bonaparte 75006 - Metro : Saint-Sulpice/Saint-Germain/Mabillon - Parking : Place Saint-Sulpice

TABLES RONDES ET REMISE DE PRIX

15h30 - LES LOIS MÉMORIELLES, animée par Laurent JOFFRIN, journaliste
16h30 - Remise de la médaille d'honneur de la LICRA à Boualem SANSAL, écrivain
17h - LES MIGRATIONS INTERNATIONALES, animée par Eric FOTTORINO, journaliste

LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME

Contact - Frédéric : 01 45 08 08 08 / **Entrée libre**

Le sommet du G20

Pendant ce temps, les traders de la City ont la tête ailleurs

La place financière londonienne hésite entre indifférence et cynisme

Londres
Correspondant

« *Embrassons-nous, Folleville.* » Chahutés par la crise économique, les leaders du G20 ont fait, jeudi 2 avril à Londres, une belle démonstration d'unité. Pourtant, dans la salle des marchés de cet immeuble verre-métal de la City, les traders ont visiblement la tête ailleurs. La baisse du taux directeur de la Banque centrale européenne, le frémissement à la hausse de l'immobilier anglais ou le rebond des actions alimentent leurs conversations.

« *Les marchés sont bons. Les acheteurs sont de retour. Il existe des opportunités dans les télécommunications, la distribution et certaines matières premières industrielles. On commence à approcher du fond...* », indique un spécialiste des taux d'intérêt, en caressant d'un regard d'amoureux ses six écrans de données comme la robe rubis d'un vieux bourgogne. Il a des fourmis dans les jambes et nous plante avec nos questions sur la naissance d'un « *nouvel ordre économique mondial* ».

> L'ère du secret bancaire, paraît-il, est révolue. Une affirmation qui fait *rire un responsable de hedge fund*

Ce qui fait peur à ces professionnels précis comme des robots, ce sont les émotions. Les leurs, et pis encore, l'impondérable. Aussi, tout en affectant l'indifférence à l'égard du sommet, Chris Bates, associé du cabinet d'avocats Clifford Chance, guette dans cet accord le moindre signe qui pourrait se révéler de mauvais augure. C'est le cas de la réglementation financière : « *La qualité et non pas la quantité des contrôles importe. Londres s'en sortira en raison de son savoir-faire indispensable dans la création de solution sur-mesure adaptées aux besoins spécifiques de clients. La City restera la F1 de l'innovation.* »

Diable, voilà qu'Albion discerne la ciguë des complots partout. « *La City en a assez d'être le souffre-douleur !* » Et l'éditorialiste de l'*Evening Standard* d'affirmer que les demandes de l'axe franco-allemand sur les paradis fiscaux et les hedge funds (fonds spéculatifs) visaient autant à faire tomber Londres de son piédestal que d'améliorer la surveillance des aventuriers de la finance.

Au menu du déjeuner de trente minutes chez Barclays Capital : sushis, fruits et eau minérale. Julian Callow, le principal économiste européen de la banque d'affaires, à la silhouette sous haute surveillance du marathonien de la finance : « *Il n'y a pas de solution miracle à cette crise. L'important est que le G20 ait eu lieu, même si le volet régulation a parfois détourné l'attention de la lutte contre la récession. Les problèmes de réglementation devraient être examinés dans un stade ultérieur du processus.* » Habitués pendant des lustres à la petite structure bien gérée du G7, les pays les plus industrialisés, les experts s'adaptent difficilement à ce large cénacle « *au sein duquel dégager un accord concret entre tant d'intérêts divergents peut s'avérer problématique* », note l'infatigable discutailleur.

A l'ombre de la redoutable forteresse de la Banque d'Angleterre, dans une salle de réunion glaciale, un responsable de hedge fund accepte sans broncher le rôle d'ennemi public numéro un que le G20 lui attribue. Si la terre est sans dessus-dessous, n'est-ce pas à cause de ces jeunes loups devenus trop rapidement vieux renards ? Notre paisible spéculateur paraît bien loin pourtant de ces extrêmes : « *Il est normal que des particuliers et des entreprises s'efforcent de minimiser l'impôt en toute légalité. Il est malhonnête d'associer les paradis fiscaux à la fraude, qui est un délit.* »

Les fonds d'investissement de notre interlocuteur sont immatriculés aux îles Caïmans, centre offshore des Antilles. « *La façon la plus commode et la plus rapide pour conclure des affaires.* » L'ère du secret bancaire, paraît-il, est révolue. L'affirmation le fait rire : l'argent, apatride par excellence, risque alors de se transférer avec armes et bagages là où on le laisse en paix, à Singapour, à Hongkong ou à Dubaï. La vie fait le reste.

Un nouveau G20 se tiendra en septembre à New York. La ligne d'arrivée n'existe pas, comme dirait le roi de l'équipement sportif Nike. Conclusion, l'homme aux pieds d'or ne doit jamais s'arrêter de courir... ■

Marc Roche

Le Fonds monétaire international placé au centre de la régulation mondiale

Le triplement de ses ressources et l'élargissement de ses missions confortent le FMI

Dominique Strauss-Kahn, directeur général du Fonds monétaire international (FMI), et son équipe ont gagné. En panne de moyens financiers, de missions et de légitimité il y a seulement deux ans, le Fonds se trouve propulsé par le G20 au poste de superviseur de l'économie et de la finance mondiales. C'est à bon droit que son directeur général a pu, le 2 avril, se féliciter du renforcement du rôle de surveillance du FMI et de la nouvelle « puissance de feu » financière consentis à son institution.

Car les 20 pays les plus puissants du monde ont reconnu la prééminence du Fonds dans la lutte contre la crise en le dotant de nouveaux moyens d'intervention. Le triplement de ses réserves, qui passeront de 250 milliards de dollars à 750 milliards (560 milliards d'euros), lui permettra de faire face même aux effondrements monétaires et financiers de pays de taille moyenne. A ce jour, ses débiteurs se recrutent essentiellement parmi des économies peu développées comme le Malawi ou de petite taille comme l'Islande.

La formule choisie devrait être souple et les pays qui apporteront les 500 milliards de dollars supplémentaires le feront sous la forme de lignes de crédit géantes sur lesquelles le Fonds tirera les sommes nécessaires, comme cela a déjà été décidé, en janvier, pour les 100 milliards de dollars apportés par le Japon.

Autre forme de soutien aux pays étranglés par la crise, le FMI pourra allouer 250 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (DTS) à ces 185 membres qui auront la faculté de se les prêter entre eux s'ils n'en ont pas l'usage.

L'annonce par Gordon Brown de l'autorisation donnée au FMI de vendre 403,3 tonnes d'or n'est pas une nouveauté, puisque cette vente était décidée depuis un an pour en finir avec le déficit récurrent du FMI. Seule la mauvaise volonté américaine bloquait l'opération. La meilleure santé financière du Fonds semble avoir permis d'affecter environ la moitié du produit de cette future vente, soit 6 milliards de dollars, à de nouveaux prêts à des taux très préférentiels réservés aux pays les plus pauvres et dont la balance des paiements et la monnaie seraient en danger.

Après l'argent, les missions. Le FMI a été investi d'un rôle de vigie pour détecter à temps les périls et de supervision renforcée des nouvelles régulations financières. Il conduira cette surveillance de façon « *loyale et franche* », ce qui signifie qu'il est prié de sermonner même les Etats-Unis si ceux-ci mettaient en péril la planète. Et plus seulement les petits pays. Il partagera cette mission avec le Conseil de stabilité financière (ex-Forum de stabilité financière). Une première simulation de crise sera conduite par le FMI de concert avec ce CSF nouveau d'ici à la fin avril.

> Un rôle de vigie pour détecter à temps les périls, et de supervision renforcée des nouvelles règles financières

Restait le déficit de légitimité du Fonds que critiquaient les pays émergents qui se jugeaient mal représentés dans ses instances. Les réformes des droits de vote décidées en 2008 prévoyaient d'en transférer d'ici à 2014 environ 10 % vers les pays émergents et de tripler les droits de base des pays les plus pauvres. Le principe d'un achèvement de ces améliorations dès 2011 a été arrêté.

Surtout, le G20 a franchi un pas politique significatif que réclamaient à cor et à cri les pays dits « *du Sud* » mais aussi les organisations non gouvernementales, en mettant fin au traditionnel partage du pouvoir entre les Etats-Unis et l'Europe au sein des institutions de Bretton-Woods. Le directeur général du FMI ne sera plus obligatoirement un Européen ni le président de la Banque mondiale, un Américain. Tous deux seront choisis selon un processus de sélection « *ouvert, transparent et basé sur le mérite* » et donc dans n'importe quel pays du monde.

Ces deux derniers bastions occidentaux bientôt tombés, rien ne s'oppose plus à ce que les pays en développement reconnaissent la pertinence des conseils, voire des mises en garde d'un FMI plus démocratique et plus soucieux des particularités. Qu'ils acceptent de les appliquer est une autre histoire, puisque le Fonds ne dispose d'aucun pouvoir coercitif autre que l'attribution de ses prêts. ■

Alain Faujas

3 217 tonnes d'or et 250 milliards de dollars pour 185 Etats

Création Le Fonds monétaire international (FMI) est né en juillet 1944 des accords signés entre 45 pays à Bretton Woods (New Hampshire, Etats-Unis), soucieux d'éviter la répétition de la Grande Dépression de 1929.

Vocation Le FMI s'est vu confier le soin de préserver la stabilité économique du monde par la surveillance, l'assistance technique et les opérations de prêt.

Moyens Installé à Washington, il compte 185 Etats membres. Il emploie 2 400 salariés et a un budget de 835 millions de dollars, avec un stock d'or de 3 217 tonnes. Il avait jusqu'alors une enveloppe de 250 milliards de dollars pour les pays en péril.

Equilibre politique Les Européens pèsent pour un tiers des droits de vote, les Américains 16 % et les Chinois moins de 4 %.

Paradis fiscaux : quatre pays sur la liste noire

Londres
Envoyés spéciaux

La France et l'Allemagne ont obtenu gain de cause. Jeudi 2 avril, à 22 heures, heure de Paris, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a rendu publique une liste noire des paradis fiscaux non coopératifs.

Quelques heures auparavant, pourtant, ce dossier menaçait de retarder la signature du communiqué final du G20. La Chine en refusait le principe, contestant à l'OCDE, dont elle est n'est pas membre, sa légitimité pour établir cette liste. Paris en faisait un point intangible de la réforme de la régulation. La médiation du président des Etats-Unis, Barack Obama, a permis de débloquer la situation, et d'accoucher d'un accord que chefs d'Etat et de gouvernement ont qualifié « *d'historique* ».

A la demande du G20, l'OCDE a rangé le monde en trois catégories : les pays « blancs », qui ne posent pas de problème du point de vue de la coopération fiscale internationale ; les Etats ou territoires « gris » qui se sont engagés à faire évoluer leur réglementation conformément aux règles de l'OCDE et doivent mettre en œuvre leurs promesses ; les Etats non coopératifs, les « noirs » – quatre pays sont sur cette liste « *de l'enfer* », comme la qualifie l'OCDE (Philippines, Costa Rica, Malaisie et Uruguay). Brunei et le Guatemala, qui auraient dû en être, ont été retirés au dernier moment de la liste après s'être manifestés, jeudi, auprès de l'OCDE, pour affirmer qu'ils adopteraient ses règles !

Dans la zone grise, sur la liste « du purgatoire » se retrouvent 38 pays dont certains se sont engagés à évoluer il y a plusieurs années et d'autres, récemment, comme la Suisse, le Luxembourg, le Liechtenstein, l'Autriche et la Belgique. Ils l'ont fait sous la pression de la France et de l'Allemagne mais aussi du Royaume-Uni et des Etats-Unis, également décidés à remettre la main sur des recettes fiscales manquantes.

Mise au ban

Sur la liste blanche, en bonne place à côté des Etats-Unis et de la France, figurent la Russie... et la Chine. Les régions autonomes chinoises de Hongkong et Macao ont été classées dans la grise. Pour les dirigeants du G20, la publication d'une liste de pays gris et noirs doit inciter ces derniers à vite en sortir, comme le montre l'exemple de Brunei et du Guatemala.

Jeudi soir, à peine la liste de l'OCDE publiée, l'Uruguay s'est défendu d'être un paradis fiscal, par la voix du président de la banque centrale, Mario Bergera. Au-delà de l'atteinte à la réputation que représente un tel fichage, les paradis fiscaux non coopératifs encourent des sanctions et une mise au banc de la sphère financière. Le G20 veut notamment interdire aux grandes organisations internationales d'y placer des fonds.

Daniel Lebègue, ex-directeur du Trésor, président de l'organisation non gouvernementale anticorruption Transparency International en France, parlait, jeudi, d'un grand progrès : « *Les 20 Etats les plus puissants ont pris les mesures que nous attendions depuis longtemps, les pays récalcitrants seront sanctionnés et les engagements pris seront contrôlés par les institutions financières internationales, FMI et FSF. C'est un acte fort.* » ■

Arnaud Leparmentier, Virginie Malingre et Anne Michel

DIMANCHE SOIR POLITIQUE reçoit

Vincent Peillon

Député socialiste européen

dimanche 5 avril à 17h05

sur i>TELE et France Inter

interviewé par Jean-François Achilli (France Inter),
Michel Dumoret (i>TELE)
et Françoise Fressoz (Le Monde)

france inter

Le Monde

i>TELE

Les Bourses ont salué le sommet

Les investisseurs se sont félicités de l'unité affichée au G20

Le G20 inquiétait les marchés financiers. Les chefs d'Etat allaient-ils « casser » le modèle capitaliste pour le rendre plus moral ? S'occuper de régulation plutôt que d'apporter des remèdes immédiats à la crise ?

Pour les investisseurs, la réponse est non, et leur soulagement est immense. Il s'est illustré par des hausses spectaculaires des Bourses mondiales lors de la séance du jeudi 2 avril : + 2,79 % à New York, + 5,67 % à Paris, + 4,28 % à Londres ou encore + 4,19 % au Brésil.

De fait, si le G20 promet des réformes d'envergure de la régulation, les investisseurs relativisent les bouleversements à venir. « *Il n'y a rien de très concret encore* », estime Cesare de Novellis, analyste chez Meeschaert à New York. « *Il s'agit de moraliser le capitalisme depuis dix, vingt ans. Il y a toujours de bonnes intentions, mais peu de moyens possibles d'intervenir à un niveau supranational* », ajoute son collègue Gregori Volokine.

Et au sortir du G20, les investisseurs ont surtout apprécié la mobilisation et l'union des chefs d'Etat pour redresser au plus vite l'économie mondiale. Ils ont noté en particulier la décision de tripler les ressources du Fonds monétaire international (FMI) à 750 milliards de dollars (560 milliards d'euros). « *Le FMI peut jouer un rôle positif pour l'économie mondiale, d'autant que beaucoup de mauvaises nouvelles sont venues de zones émergentes, d'Europe de l'Est* », signale Gilles Moëc, économiste chez Merrill Lynch à Londres.

Bref, l'examen semble réussi pour le G20. « *On est dans une crise financière, ce qui compte c'est la confiance, et le G20 peut redonner confiance* », estime Pierre-Olivier Beffy, économiste chez BNP Paribas. Le sommet de Londres n'est toutefois pas seul responsable de l'embellie des marchés. « *Le G20, on s'en fiche un peu* », glisse même un analyste. La hausse de la Bourse a aussi été entretenue par une litanie d'indicateurs économiques qui ont laissé croire que, peut-être, le pire de la crise était passé.

Reste à savoir si ce rebond boursier peut durer, si « l'effet G20 » ne sera pas qu'un feu de paille. Sur les marchés, les « *Bulls* », les optimistes, s'opposent aux « *Bears* », les pessimistes. Teun Draaisma, de Morgan Stanley, fait partie de la deuxième catégorie. « *Il est bien possible que la récession soit plus profonde*, prévient-il, *il faut se rappeler qu'entre 1930 et 1932 la Bourse aux Etats-Unis a connu cinq rebonds de 20 % pour une durée moyenne de 35 jours.* » Pour mémoire, après la crise de 1929, le Dow Jones a chuté de 89 % en trois ans, et n'a retrouvé son niveau d'avant la crise qu'en 1954. ■

Claire Gatinois

Le sommet du G20

La Chine a affirmé son rang d'acteur majeur du nouvel ordre mondial

Les dirigeants chinois s'impliquent désormais dans les négociations internationales, défendent leurs intérêts mais savent faire des concessions, comme sur les paradis fiscaux

Au G20, le 2 avril à Londres, le président chinois Hu Jintao, au côté du ministre saoudien des affaires étrangères, Saoud Al-Fayçal, et de Gordon Brown. Au second rang (de g. à dr.) : le premier ministre turc Erdogan, son homologue thaïlandais Vejjajiva, Barack Obama, Silvio Berlusconi, Dmitri Medvedev, l'Ethiopien Meles Zenawi et le Sud-Africain Kgalema Motlanthe. STEFAN ROUSSEAU/AP

Londres
Envoyés spéciaux

C'était une première. Hu Jintao s'est exprimé sans notes. *Librement*. Lors du dîner donné, mercredi 1er avril, au 10, Downing Street, par Gordon Brown, le président chinois est apparu plus détendu, plus sûr de lui. Chacun l'a remarqué. Depuis des mois, les dirigeants chinois prennent de l'assurance. Ils s'impliquent dans les négociations internationales, défendent leurs intérêts mais savent faire des concessions.

Ainsi, le président chinois a-t-il accepté la publication d'une liste noire des paradis fiscaux, tant la pression de Nicolas Sarkozy était forte. *« La Chine est allée plus loin qu'elle ne le voulait parce qu'elle ne voulait pas faire d'esclandre »*, commente un membre du G20.

Certes, M. Hu a obtenu une solution qui lui permettait de sauver la face : ce n'est pas le G20 qui établira la fameuse liste, mais l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) avec laquelle la Chine n'a rien à voir. On aurait dit un compromis bruxellois. *« C'est la première fois que la Chine accepte de faire référence à une organisation dont elle ne fait pas partie »*, a noté M. Sarkozy. M. Hu peut ainsi prétendre qu'il n'est pas lié par la décision, lui qui entend protéger les places financières de Hongkong, Macao et Singapour. Il n'empêche, celles-ci sont menacées d'être livrées à la vindicte si elles ne respectent pas les exigences de transparence.

> « Si on n'invite pas la Chine et les grands émergents aux réunions du G7, c'est eux qui finiront par se réunir sans nous inviter »
> **Nicolas Sarkozy**

Autre concession, la Chine a fini par accepter d'apporter 40 milliards de dollars au Fonds monétaire international (FMI), selon le premier ministre britannique Gordon Brown. Pékin faisait un préalable du renforcement de son pouvoir au sein de cette institution. Mais il a obtenu que le sujet soit tranché d'ici à 2011 au lieu d'être renvoyé à 2013.

« La Chine, tout comme l'Inde et le Brésil, ne se serait jamais assise à cette table il y a quelques années », a indiqué M. Brown. A condition qu'on ne leur offre pas un strapontin. *« Les Chinois ne veulent pas que le G20 soit le prolongement du G7 des pays industrialisés »*, explique un dirigeant allemand. M. Sarkozy ne dit pas autre chose depuis des mois : *« Si on n'invite pas la Chine et les grands émergents aux réunions du G7, c'est eux qui finiront par se réunir sans nous inviter. »*

Tout n'est pas normalisé. A Londres, les Chinois n'ont pas donné de conférence de presse publique, à la différence de la plupart de leurs homologues du G20, mais ils sont moins cadenassés par leur moule communiste. *« Jusqu'à présent, c'était le président de la banque de Chine qui était le plus connu. Maintenant, c'est le président et le premier ministre qui prennent leurs responsabilités et c'est très bien »*, commente le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, Joaquin Almunia.

« La coopération de la Chine avec l'ensemble des partenaires est indispensable si on veut une économie mondiale organisée », a expliqué de son côté le directeur du FMI, Dominique Strauss-Kahn.

Et les Chinois savent qu'ils y ont intérêt. Ils font partie des grands défenseurs de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), eux qui dépendent tant de leurs exportations et sont les premiers touchés par la contraction du commerce. *« Pour la Chine, le spectre protectionniste est une hantise »*, explique Pascal Lamy, directeur général de l'OMC.

Les diplomates et financiers français et allemands se sont heurtés pendant toute la négociation du G20 à leurs homologues chinois. Mais il s'agit moins d'une opposition systématique que d'une stratégie offensive. Les Chinois inquiètent lorsqu'ils proposent de détrôner le dollar comme monnaie de réserve. M. Hu a veillé à ne pas évoquer le sujet à Londres, mais chacun y pensait. Les dirigeants chinois étaient bel et bien au cœur du G20. La presse chinoise n'a pas manqué de le souligner. *« Pour la première fois, les pays développés n'ont pas été la seule force directrice »*, s'est félicité *Le Quotidien de la jeunesse de Pékin*. ■

Ar. Le., V. Ma. et A. Mi.

La BCE baisse ses taux, mais moins que prévu

L'institut d'émission n'a pas répondu aux appels en faveur d'une relance monétaire forte

Tancée depuis plusieurs semaines par les Etats-Unis, l'Europe a manqué une belle occasion de montrer aux Américains qu'elle ne ménageait pas ses efforts pour sortir de la crise. La réunion de la Banque centrale européenne (BCE), jeudi 2 avril, s'est soldée par une action *a minima*. La communauté financière espérait que l'institut réduise ses taux d'un demi-point, mais la BCE les a diminués d'un quart. Le principal taux de refinancement dans la zone euro est désormais de 1,25 %.

La BCE préfère conserver une marge de manœuvre pour baisser encore ses taux. Jean-Claude Trichet, le président de la BCE, a déclaré que ce taux *« n'était pas un plancher »*, laissant entendre qu'il pouvait encore être abaissé.

Divergences

L'institut monétaire aurait aussi pu annoncer de nouvelles mesures exceptionnelles, comme un allongement de la durée des prêts qu'elle accorde aux banques, ou éventuellement l'achat d'emprunts d'entreprises privées. Mais là encore, rien n'a été annoncé.

M. Trichet a renvoyé au prochain conseil monétaire. *« Nous vous dirons ce qui aura été décidé sur des mesures non conventionnelles dans un mois, lors de la prochaine réunion du conseil des gouverneurs »*, a-t-il déclaré.

Les divergences au sein du conseil des gouverneurs auraient été suffisamment fortes pour n'aboutir à aucun compromis.

Dans le débat lancé par les Américains sur l'ampleur des moyens face à la crise, M. Trichet a néanmoins rappelé, jeudi, toutes les mesures que la BCE avait prises depuis plusieurs mois pour redonner de la liquidité au système bancaire, et que cela avait considérablement *« augmenté la taille de notre bilan, qui est plus grand en pourcentage du produit intérieur brut que celui de la Réserve fédérale américaine »*. Il a également souligné que les taux du marché monétaire à six et douze mois étaient, en Europe, inférieurs à ceux des Etats-Unis, montrant que la prime de risque y est plus faible.

Lundi, devant la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen, M. Trichet avait déclaré qu'il n'était *« pas nécessairement justifié de dire que nous faisons beaucoup moins de ce côté de l'Atlantique que ce qui est fait de l'autre côté de l'Atlantique. Nous avons des stabilisateurs automatiques, par exemple, qui sont beaucoup plus importants de ce côté de l'Atlantique. Nous avons aussi une proportion de dépenses rapportées au PIB bien plus élevée, en Europe qu'aux Etats-Unis »*. ■

Cécile Prudhomme

Les ONG attendent des actes après les promesses du sommet

Les organisations non gouvernementales (ONG) ont averti que le G20 serait jugé sur pièces et non sur ses promesses. Le sommet offre *« une lueur d'espoir »* pour les enfants les plus pauvres de la planète, estime Save the Children, qui avertit cependant : *« Les promesses couchées sur un communiqué ne signifient pas grand-chose si elles ne sont pas suivies d'effet. »* Le World Development Movement estime que le G20 a raté une *« occasion historique »*, estimant que les dirigeants n'ont fait que *« réarranger les transats d'un Titanic en train de couler »*. *« Où est le vert ? »*, s'interroge Greenpeace, déplorant l'absence, parmi les priorités, de la lutte contre le réchauffement climatique. Le musicien irlandais Bob Geldof a quant à lui souligné que *« les implications de la réunion semblent à première vue d'une portée considérable »*. *« La régulation et la supervision nécessaires à une nouvelle architecture financière mondiale commencent à se mettre en place »*, affirme-t-il. ■

Changes **Le dollar à son plus haut niveau depuis six mois**
Le dollar a atteint la barre des 100 yens, vendredi 3 avril, dans les premiers échanges en Asie, son plus haut niveau depuis environ six mois. La devise américaine est dopée par les espoirs de stabilisation du système financier international après la réunion du G20.

Manifestations **Huit inculpations après des dégradations**
Quatre personnes ont été inculpées, jeudi 2 avril, pour les dégradations commises la veille dans le centre de Londres en marge d'une manifestation tenue à l'occasion du G20, portant à huit le nombre total d'inculpations.

Un mélange de soulagement et d'agacement en Suisse

Le pays figure sur la « liste grise » des Etats fiscalement non coopératifs publiée à l'issue du G20

Genève
Correspondance

La Suisse, qui n'avait pas été conviée au sommet du G20, peut souffler : elle échappe à la « liste noire » des Etats fiscalement non coopératifs établie, jeudi soir 2 avril, par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Mais la 7e place financière mondiale – la 3e pour la gestion de fortune – où sont déposés quelque 1 400 milliards d'euros d'avoirs étrangers reste sous pression, placée sur une liste intermédiaire « grise » : celle des pays qui ont pris des engagements en matière de coopération fiscale et dont le G20 attend des actes concrets. Condition indispensable pour rejoindre la « liste blanche » des pays qui coopèrent.

Le 13 mars, dans le sillage du Liechtenstein, du Luxembourg et de l'Autriche, Berne décidait de se plier aux normes de l'OCDE en matière d'assistance administrative fiscale. Le Conseil fédéral (gouvernement) promettait d'abandonner pour les résidents étrangers la distinction entre évasion et fraude fiscale, et d'accepter un échange élargi d'informations, au cas par cas, basé sur des demandes fondées.

Un « procédé » critiqué

Reste à savoir dans quels délais ces engagements seront mis en œuvre. Pour y parvenir, la Suisse doit en principe réviser avec les Etats qui le souhaitent les accords de double imposition. Ces conventions fiscales – au nombre de 70 – devront ensuite être approuvées par le Parlement fédéral, et éventuellement soumises à un référendum.

Berne a déjà annoncé que les Etats-Unis et le Japon seraient les premiers servis. Pourraient ensuite venir la France et l'Allemagne. En visite à Berlin, mercredi, Micheline Calmy-Rey, la ministre des affaires étrangères, assurait que la Suisse agirait avec *« rapidité et sérieux »*. Elle qualifiait cependant de *« complètement contreproductives »* les critiques répétées du ministre des finances allemand, Peer Steinbrück, estimant qu'elles pouvaient braquer les électeurs suisses.

Déjà à Bruxelles, un groupe de travail réfléchit sur la manière dont l'Union européenne (UE) pourrait renégocier de manière globale un accord de double imposition pour ses Etats membres, pour *« faciliter et accélérer »* les choses, comme l'a expliqué Michael Reiterer, l'ambassadeur de l'UE à Berne.

Jeudi soir, dans un communiqué, le président de la Confédération, Hans Rudolf Merz, disait déplorer le *« procédé »* d'une liste établie sans discussions avec la Suisse qui est pourtant membre de l'OCDE. Quelques heures auparavant, à la Télévision suisse romande (TSR), il avait expliqué qu'il fallait s'attendre à de nouvelles pressions. *« La France et l'Allemagne voudraient abandonner le secret bancaire en passant à l'échange automatique d'informations [entre administrations fiscales] »*, expliquait-il.

M. Merz ajoutait qu'il fallait rester vigilant sur le sort réservé aux autres places financières fiscalement attractives, citant les Etats-Unis (avec leurs paradis fiscaux comme le Delaware) et la Grande-Bretagne, pourtant rangés par l'OCDE parmi les Etats coopératifs.

Plus surprenant encore pour les Suisses, la présence sur cette « liste blanche » de Jersey, Guernesey et l'île de Man, trois dépendances de la Couronne britannique, depuis longtemps dénoncés pour l'opacité de leurs circuits financiers. ■

Agathe Duparc

Le sommet du G20

« Un plan global à une échelle inédite... »

Voici les principaux points de la déclaration finale adoptée, jeudi 2 avril, à Londres par les participants au sommet

« (...)

2. Nous sommes confrontés au plus grand défi lancé à l'économie mondiale des temps modernes (...) Une crise mondiale exige une solution globale

3. Nous partons du principe que la prospérité est indivisible ; que la croissance, pour être durable, doit être partagée (...)

5. L'accord auquel nous sommes parvenus aujourd'hui, afin de tripler les fonds disponibles du FMI à 750 milliards de dollars, financer une nouvelle allocation de DTS (Droits de Tirages spéciaux) de 250 milliards de dollars, financer au moins 100 milliards de dollars de prêts supplémentaires par les Banques multilatérales de développement, garantir un crédit de 250 milliards de dollars destiné à relancer le financement du commerce international, et utiliser les ressources additionnelles provenant de la vente d'or du FMI déjà approuvée pour des prêts à condition privilégiée aux pays les plus pauvres, *[tout cela]* constitue un programme supplémentaire de 1 100 milliards de dollars (...). Ajouté aux mesures que nous avons prises séparément sur le plan national, cela constitue un plan global pour un redressement à une échelle inédite à ce jour.

Relancer la croissance et l'emploi

6. Nous inaugurons une expansion budgétaire concertée sans précédent, destinée à sauver ou créer des millions d'emplois, qui sans cela auraient été détruits. D'ici à la fin de l'année prochaine, elle s'élèvera à 5 000 milliards de dollars, augmentera la production de 4 %, et accélérera la transition vers une économie « verte ». Nous nous engageons à aller aussi loin qu'il le faudra dans l'effort budgétaire pour restaurer la croissance (...)

8. Nos actions pour restaurer la croissance ne peuvent être efficaces tant que nous n'aurons pas rétabli les crédits domestiques et les flux internationaux de capitaux. Nous avons apporté un large soutien à nos systèmes bancaires afin de garantir les liquidités, recapitaliser les institutions financières et régler définitivement le problème des actifs dépréciés. Nous nous engageons à prendre les mesures nécessaires afin de restaurer le flux de crédit dans le système financier et assurer la solidité des institutions fondamentales pour le système, en travaillant dans le cadre établi par le G20 pour relancer les prêts et réparer le secteur financier (...)

11. Nous sommes résolus à assurer une viabilité des finances publiques, une stabilité des prix, et nous mettrons en place des stratégies de sortie crédibles des mesures à adopter sans délai pour soutenir le secteur financier et relancer la demande mondiale. Nous sommes convaincus qu'en appliquant les mesures que nous avons décidées nous limiterons des coûts à plus long terme sur nos économies (...)

12. Nous conduirons toutes nos politiques économiques de façon conjointe et responsable, en tenant compte de leur impact sur les autres pays, nous nous abstiendrons de dévaluations de monnaie compétitives, et favoriserons un système monétaire international stable et bien rodé. Nous défendrons, aujourd'hui et demain, une surveillance sincère, équilibrée et indépendante par le FMI de nos secteurs économiques et financiers, de l'impact de nos politiques sur les autres, et des risques encourus par l'économie mondiale.

Renforcer la supervision

13. Les principaux échecs de la régulation et des contrôles du secteur financier ont joué un rôle essentiel dans la crise. La confiance ne sera pas restaurée tant que nous n'aurons pas assaini notre système financier. Nous prendrons des mesures pour établir un cadre de surveillance et de régulation plus cohérent pour le futur secteur financier, qui soutiendra une croissance globale durable et servira les exigences des affaires et des citoyens.

14. Chacun d'entre nous est d'accord pour s'assurer de la solidité de nos systèmes de régulation intérieurs. Mais nous voulons aussi une plus grande cohérence, une coopération constante entre les pays, et bénéficier des critères élevés et internationalement reconnus qu'exige un système financier mondial. Des régulations et une vigilance renforcées doivent promouvoir la propriété, l'intégrité et la transparence ; nous garder des risques inhérents au système financier ; freiner plutôt qu'amplifier les cycles financiers et économiques ; réduire le recours à des sources de financement trop incertaines ; et décourager les prises de risques inconsidérées. Les régulateurs et les superviseurs doivent protéger les consommateurs et les investisseurs, encourager la discipline de marché, éviter les chocs préjudiciables aux autres pays, réduire les arbitrages régulatoires, favoriser la compétition et le dynamisme, et suivre le rythme des innovations du marché.

15. Dans ce but, nous mettons en place le Plan d'action dont nous avions convenu lors de notre dernière rencontre, et tel qu'il est exposé dans le rapport intérimaire suivant. Aujourd'hui, nous avons également divulgué une Déclaration : « Renforcer le système financier ». Nous nous sommes accordés sur les points suivants :

– établir un nouveau Conseil de stabilité financière (Financial Stability Board, FSB) avec un mandat renforcé, qui succédera au Forum de stabilité financière (FSF) et qui comprendra les pays du G20, des membres du FSF, l'Espagne et la Commission européenne ;

– le FSB devra collaborer avec le FMI pour signaler les risques macroéconomiques et financiers et indiquer les actions pouvant les contrer ;

– réformer nos systèmes de réglementation afin que nos autorités puissent identifier et prendre en compte les risques macro-prudentiels ;

– étendre la réglementation et la surveillance à tous les instruments, les marchés et les institutions financières d'importance systémique. Cela comprend, pour la première fois, les fonds spéculatifs d'importance systémique ;

– Approuver et appliquer les nouveaux principes rigoureux de paiement et de compensation du FSF et appuyer des dispositifs de compensation viables et la responsabilité sociale de toutes les entreprises ;

– Une fois que le redressement sera assuré, améliorer la qualité, la quantité et la cohérence internationale du capital dans le système bancaire. A l'avenir, la réglementation doit prévenir les endettements excessifs et exiger que des fonds de réserve soient constitués en temps utile ;

– Prendre des mesures contre les pays non coopératifs, dont les paradis fiscaux font partie. Nous sommes prêts à mettre en place des sanctions pour protéger nos finances publiques et nos systèmes financiers. L'époque du secret bancaire est terminée (...)

– Appeler les normalisateurs comptables à travailler de toute urgence avec des superviseurs et des régulateurs pour améliorer les normes de valorisation et de provisions et parvenir à un seul ensemble de normes comptables mondiales de haute qualité ;

– Etendre la surveillance de la régulation et l'enregistrement aux agences d'évaluation du crédit, afin de s'assurer qu'elles correspondent au code international de bonne pratique, afin de prévenir en particulier les conflits d'intérêt inacceptables.

16. Nos ministres des finances sont chargés de compléter l'application de ces décisions en accord avec l'agenda proposé dans le Plan d'action. Nous avons demandé au FSB et au FMI de superviser les progrès de cette entreprise, en accord avec le GAFI (groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux) et d'autres organismes concernés, et de rédiger un rapport pour la prochaine réunion de nos ministres des finances (...) en novembre.

Renforcer nos organismes financiers mondiaux

17. Les marchés émergents et les pays en voie de développement, qui ont été le moteur des la récente croissance mondiale, sont eux aussi confrontés à des défis qui s'ajoutent au fléchissement actuel de l'économie globale. Il est impératif pour la confiance mondiale et le rétablissement économique que les capitaux continuent de les irriguer. Cela demandera un renforcement conséquent des institutions financières internationales, et particulièrement du FMI. Nous sommes donc aujourd'hui tombés d'accord pour débloquer 850 milliards supplémentaires par le biais des institutions financières mondiales, afin de soutenir la croissance dans les marchés émergents et les pays en voie de développement en aidant à financer les dépenses contracycliques, la recapitalisation des banques, les infrastructures, le financement du commerce international, le soutien de la balance des paiements, le renouvellement de la dette, et l'aide sociale. Dans ce but :

– Nous sommes tombés d'accord pour accroître les ressources disponibles pour le FMI grâce à un financement immédiat des membres de 250 milliards de dollars, (...) augmenté jusqu'à 500 milliards, et d'envisager des emprunts sur le marché si nécessaire, et :

– Nous soutenons une augmentation substantielle des prêts d'au moins 100 milliards de dollars par les Banques multilatérales de développement (BMD), y compris pour les pays à faibles revenus, et assurons que toutes les BMD *[auront]* les capitaux nécessaires

18. Il est essentiel que ces ressources soient utilisées avec efficacité et de façon suffisamment souple pour soutenir la croissance. A ce propos, nous saluons les progrès accomplis par le FMI avec sa nouvelle Ligne flexible de crédit (FLC) et la modification de ses conditions de prêt, qui lui permettront de s'assurer que ses ressources traiteront plus efficacement les causes sous-jacentes des besoins de financement de la balance des paiements, et surtout le retrait des flux de capitaux extérieurs des secteurs bancaires et industriels (...)

19. Nous avons convenu de soutenir une allocation générale de Droits de tirages spéciaux qui injectera 250 milliards de dollars dans l'économie mondiale et augmentera les liquidités globales (...)

20. Afin que nos institutions financières aident à gérer la crise et préviennent de nouvelles crises, nous devons renforcer leur pertinence à plus long terme, leur efficacité et leur légitimité. Donc en plus de l'augmentation notable des ressources auxquelles nous avons consenti aujourd'hui, nous sommes déterminés à réformer et moderniser les institutions financières internationales afin de s'assurer qu'elles peuvent aider les membres et les actionnaires dans les nouveaux défis qu'ils affrontent. Nous réformerons leurs missions, leurs charges et leur gouvernance, tenant compte des changements dans l'économie mondiale et des nouveaux défis de la globalisation, et aussi du fait que les économies émergentes et en développement, ce qui inclut les plus pauvres, doivent être mieux représentées et se faire entendre davantage. Cela doit être accompagné par des actions visant à accroître la crédibilité et la fiabilité des institutions grâce à une meilleure surveillance stratégique et de meilleures prises de décision. Dans ce but :

– Nous nous engageons à mettre en œuvre les réformes sur les voix et les quotas au FMI convenues en avril 2008, et nous appelons le FMI à compléter la nouvelle révision des quotas d'ici à janvier 2011 ;

– De plus, nous estimons qu'il faudrait envisager une plus grande implication des gouverneurs du Fonds dans l'orientation des prises de décision stratégiques du FMI et dans l'amélioration de sa fiabilité ;

– Nous nous engageons à appliquer les réformes de la Banque mondiale convenues en octobre 2008. Nous attendons des recommandations supplémentaires, aux prochaines réunions, sur des réformes concernant les voix et les représentations sur un agenda accéléré, et qui seront approuvées d'ici aux réunions du printemps 2010 ;

– Nous estimons que les dirigeants des organismes financiers internationaux devraient être nommés par un processus de sélection ouvert, transparent et basé sur le mérite.

En s'appuyant sur les études actuelles du FMI et de la Banque mondiale, nous avons demandé au président, travaillant avec les ministres des finances du G20, (...) de présenter un compte rendu lors de la prochaine réunion, avec des propositions pour de nouvelles réformes afin d'améliorer la réactivité et l'adaptabilité des Institutions financières internationales (IFI).

21. En plus de réformer nos institutions financières internationales (...), nous avons approuvé le besoin d'un nouveau consensus mondial sur les valeurs et les principes-clés qui encourageront une activité économique durable. Nous appuyons les discussions sur une charte pour une activité économique durable que nous avons inscrite au programme de notre prochaine réunion. Nous prenons note du travail ébauché dans d'autres forums sur ce sujet, et avons hâte de poursuivre l'élaboration de cette charte (...).

Rejeter le protectionnisme

22. La croissance du commerce mondial a entraîné une prospérité croissante pendant un demi-siècle. Aujourd'hui, pour la première fois en 25 ans, on assiste à son déclin. La chute de la demande est exacerbée par des pressions protectionnistes de plus en plus nombreuses et par un repli du crédit commercial. La relance du commerce mondial et des investissements est essentielle pour restaurer la croissance globale. Nous ne réitérerons pas les erreurs historiques du protectionnisme des époques précédentes. A cette fin :

– nous réaffirmons l'engagement pris à Washington de nous abstenir de dresser de nouvelles barrières à l'investissement ou à l'échange de biens et des services, d'imposer de nouvelles restrictions à l'exportation, de mettre en œuvre des mesures incohérentes au niveau de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour stimuler les exportations. Nous procéderons en outre à la correction de toutes ces mesures ;

– nous limiterons tous les effets négatifs de nos actions politiques intérieures sur le commerce et l'investissement, y compris la politique fiscale et l'action en faveur du secteur financier. Nous ne nous replierons pas dans un protectionnisme financier, notamment par l'adoption de mesures qui entraveraient les mouvements de capitaux dans le monde, en particulier en direction des pays en développement ;

– nous communiquerons aussitôt ces mesures à l'OMC et inviterons celle-ci, en même temps que d'autres organismes internationaux, dans les limites de leurs mandats respectifs, à exercer un contrôle et à rendre compte publiquement sur une base trimestrielle du respect de nos engagements ;

– nous prendrons dans le même temps toutes les dispositions possibles pour stimuler le commerce et l'investissement ;

– nous assurerons la disponibilité d'au moins 250 milliards de dollars au cours des deux prochaines années pour soutenir le financement des échanges par nos agences d'investissement et de crédit à l'exportation et par les Banques multilatérales de développement. Nous demandons également à nos organismes de contrôle d'utiliser la flexibilité existante des règles concernant les fonds pour le financement du commerce mondial.

23. Nous maintenons notre engagement pour parvenir à une conclusion ambitieuse et équilibrée concernant le cycle de Doha pour le développement, qui est d'une absolue nécessité. Cela pourrait stimuler l'économie globale d'au moins 150 milliards de dollars par an. Pour parvenir à cela, nous nous engageons à nous appuyer sur les progrès déjà réalisés, y compris en ce qui concerne les modalités.

24. Nous accorderons une attention renouvelée sur le plan politique à cette question critique dans la période à venir et userons d'un effort constant et de toutes les rencontres internationales nécessaires au succès de cette entreprise.

Garantir une reprise juste et durable

25. Nous sommes déterminés non seulement à restaurer la croissance, mais également à établir les bases d'une économie mondiale juste et durable. Nous mesurons les effets disproportionnés de la crise actuelle sur les populations vulnérables des pays les plus pauvres et reconnaissons avoir une responsabilité collective pour atténuer les répercussions sociales de la crise afin de réduire autant que possible les effets dommageables sur le potentiel global. A cette fin :

- nous réaffirmons notre engagement historique à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement et à tenir les promesses de nos organes respectifs d'Aide publique au développement (APD), y compris les engagements sur l'Aide pour le commerce, l'allégement de la dette, et les engagements de Gleneagles, notamment en faveur de l'Afrique

- les mesures et les décisions que nous avons prises aujourd'hui fourniront 50 milliards de dollars pour soutenir la protection sociale, relancer le commerce et sauvegarder le développement dans les pays à faible revenu, cette somme faisant partie de l'augmentation significative de l'aide apportée à ces Etats, aux autres pays en développement et aux marchés émergents ;

– nous constituons des ressources disponibles pour la protection sociale des pays les plus pauvres, notamment en investissant dans la sécurité alimentaire à long terme et par des contributions volontaires bilatérales au fonds de vulnérabilité de la Banque mondiale, y compris la facilité de liquidités d'urgence et le Fonds pour une réponse sociale rapide ;

– nous nous sommes engagés (...) à ce que soient utilisées les ressources supplémentaires provenant des ventes d'or concertées du FMI (...), pour fournir aux pays les plus pauvres dans les deux ou trois années à venir 6 milliards de dollars supplémentaires en fonds facilement accessibles. (...)

– nous avons convenu de revoir la flexibilité du Fonds pour une dette soutenable et de demander au FMI et à la Banque mondiale de faire un rapport au Comité du FMI, au Comité de développement et aux Assemblées annuelles ;

– nous invitons les Nations unies, en coopération avec les autres institutions mondiales, à établir un mécanisme efficace de contrôle des effets de la crise sur les plus pauvres et les plus vulnérables.

26. Nous reconnaissons la dimension humaine de la crise. Nous nous engageons à soutenir ceux qui sont touchés en créant des emplois et en adoptant des mesures pour soutenir les revenus. Nous allons construire un marché du travail adapté aux besoins des familles, et équitable pour les femmes comme pour les hommes. Par conséquent, nous recevons avec satisfaction les rapports de la Conférence sur l'emploi de Londres et du Sommet social de Rome et les principes essentiels qu'ils ont proposés. Nous soutiendrons l'emploi en stimulant la croissance, en investissant dans l'éducation et la formation, et par des politiques actives sur le marché du travail, en se concentrant sur les plus vulnérables. Nous invitons l'Organisation internationale du travail, en collaboration avec d'autres organismes compétents en la matière, à évaluer les mesures déjà prises et celles qui seront nécessaires par la suite.

27. Nous avons convenu de faire le meilleur usage possible de l'investissement financé par des programmes d'incitation fiscale afin de susciter une relance dynamique, durable et soucieuse de l'environnement.

Nous assurerons la transition vers des technologies et des infrastructures propres, innovantes, économes en énergie et peu productrices de CO_2. Nous encourageons les banques multilatérales de développement à se mobiliser pour parvenir à cet objectif. Nous définirons et élaborerons ensemble d'autres mesures pour bâtir des économies soutenables.

28. Nous réaffirmons notre engagement à faire face à la menace d'un changement climatique irréversible, sur la base des principes de responsabilités communes mais différenciées, et à trouver un accord à la conférence des Nations unies sur le climat qui se tiendra à Copenhague en décembre 2009 (...)

Traduit par Hélène Prouteau et Isabelle Chérel

Le G20

Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, Etats-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Royaume-Uni, Russie, Turquie, Union européenne

» (...)

Le sermon économique

Le prêche politique peut-il suffire à « *moraliser le capitalisme financier ?* » Et d'ailleurs, est-ce une question de « morale » ? Le président ne cesse d'insister sur ce mot dans ses discours sur l'économie et sur la crise, qu'il qualifie de « crise morale ».

Il ne recule devant aucune emphase pour tancer ces patrons qui volent et se goinfrent. C'est bien simple : si Nicolas Sarkozy était pape, le fait de s'attribuer des bonus ou des parachutes dorés par temps de crise – grâce à l'argent du contribuable – serait ajouté à la liste des péchés capitaux. La place peut à tout moment se libérer, attendons de voir. En attendant, il est président. Et ce n'est toujours pas un délit.

En politique, l'incantation sert souvent d'écran de fumée ou de cache-misère. En l'occurrence, cette surenchère verbale et la désignation de boucs émissaires masquent la réticence du gouvernement à activer deux vrais leviers pour agir : la loi et la fiscalité.

Face à la crise, un président pragmatique s'en servirait. Pour taxer ceux qui ont les reins solides, en vue de redistribuer à ceux qui vont tomber sans creuser davantage les déficits publics. Nicolas Sarkozy est censé être pragmatique.

Chronique

Caroline Fourest

Sa réactivité et cette façon très personnalisée de faire de la politique lui permettent de s'adapter et de surprendre comme peu d'hommes politiques savent le faire. Ses discours enflammés contre les patrons voyous, son face-à-face théâtral avec la présidente du Medef, la mise en scène d'une certaine fermeté au G20, donnent le sentiment **que tout est possible**.

Pourtant, les décrets traînent les pieds, le recours à la loi est vécu comme stalinien et le président rappelle qu'il *« n'a pas été élu pour augmenter les impôts »*. Revenir sur le bouclier fiscal semble exclu. Trop emblématique.

En communication politique, il existe une règle sacrée. Celle de l'élastique. On ne peut pas donner une image totalement à l'opposé de ses fondamentaux, sans risquer le retour d'élastique ou le craquage. Nicolas Sarkozy est au bout de l'élastique. D'où ce décalage entre une certaine frilosité dans les actes et la surenchère dans les mots.

Interpréter la crise du capitalisme financier en termes de « crise morale » – et non en termes de défaillance du politique – permet de rejeter la faute sur ceux qui ont tiré profit du système (les patrons et les traders) au lieu de procéder à une véritable autocritique. Celle du personnel politique ayant accompagné, voire souhaité la dérégulation de ce système pour des raisons idéologiques.

Partir en croisade « morale » contre quelques patrons sert d'exutoire. Mais conduit à imaginer des solutions plus religieuses que politiques. On a bien le droit de penser que l'attitude de certains patrons n'est pas « morale ». Elle ne l'est pas. Le président a bien le droit de le dire. Mais concrètement, où nous mène ce débat ? Va-t-on placarder la photo des patrons voyous sur les murs en espérant que des citoyens vengeurs fassent justice eux-mêmes ? Où va-t-on se décider à fixer des règles pour tous.

Les acteurs économiques sont de grands enfants. La façon dont ils ont joué avec la Bourse ne laisse aucun doute à ce sujet. Les politiques doivent donc les éduquer. Mais pas en punissant au nom de la morale. En fixant des règles au nom de l'intérêt général. En cessant de leur mettre des pots de confiture sous le nez. Au lieu de les traiter de pervers s'ils viennent à mettre le doigt dedans...

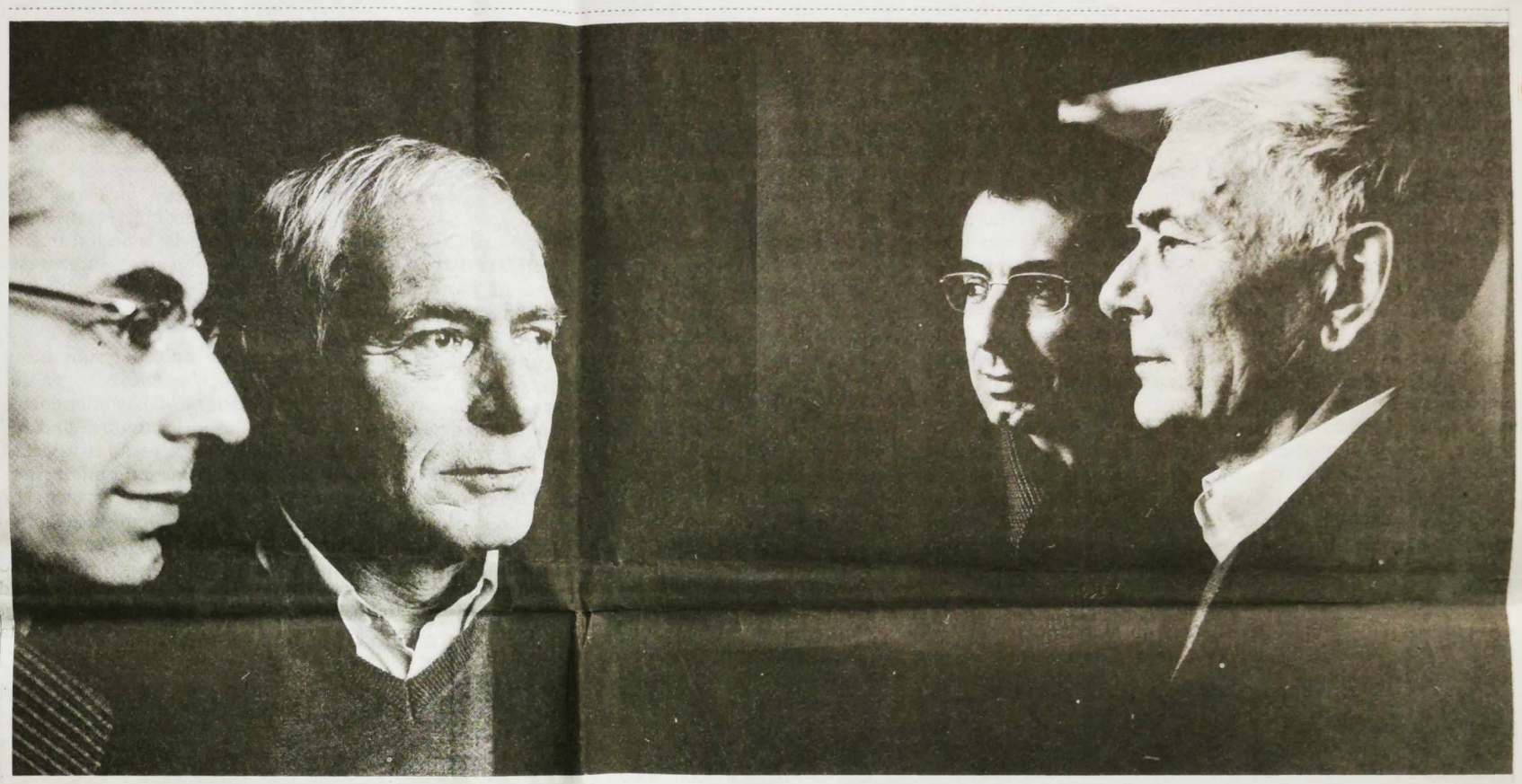
Personne n'aura besoin de livrer certaines têtes aux piques de la grogne populaire si la loi vient civiliser ce débat. Pour cela, il faut reparler « d'intérêt général » et non de « morale ». Ne pas se gorger de mots mais légiférer. Pour que les Français aient l'impression que la loi les protège contre l'injustice. Au lieu d'avoir à se faire justice eux-mêmes... en prenant en otage des patrons dans leurs bureaux ?

Cette grogne-là va monter. Rien ne serait plus dangereux que de l'alimenter par un discours politique incantatoire. ■

Dans leur livre « Les Réformes ratées du président Sarkozy », Pierre Cahuc et André Zylberberg dénoncent la contradiction entre le discours du chef de l'Etat sur la modernisation de la France et la réalité

« La méthode Sarkozy : organiser l'opacité »

Propos recueillis par Josyane Savigneau



Pierre Cahuc et Andre Zylberberg sont économistes. L'un est notamment professeur à Polytechnique et l'autre directeur de recherches au CNRS. **Dans le livre qui sort chez Flammarion (*Le Monde* du 20 mars), vous affirmez que les réformes de Nicolas Sarkozy sont non seulement ratées, mais *« néfastes »*. N'est-ce pas excessif ?**

Tout dépend de ce qu'on appelle des réformes réussies. Nous avons comparé les objectifs annoncés et les résultats obtenus. Non seulement les objectifs ne sont pas atteints, mais ce qu'on prétendait améliorer a été aggravé.

Prenons des exemples. La rupture conventionnelle, sorte de divorce à l'amiable entre un salarié qui veut quitter son entreprise et son patron. Selon le ministre du travail, c'est la fin d'une hypocrisie qui conduisait au détournement des lois sur le licenciement.

La bonne question : est-ce une réforme adaptée à la modernisation du marché du travail ?, n'a pas été posée. On a gardé l'intégralité du droit du travail, alors qu'il fallait le réformer et on a ajouté la rupture conventionnelle, pour permettre à des personnes qui ont envie de quitter leur entreprise de le faire en bénéficiant des allocations chômage. Cela va profiter à ceux qui sont proches de la retraite.

Ces changements n'ont rien à voir avec cette « sécurité sociale professionnelle » que prônait le candidat Sarkozy. Ils auront pour effet de réduire l'emploi des seniors à un coût exorbitant pour les finances publiques. Ce qu'il faut, c'est rendre le droit du travail plus transparent afin qu'il ne soit pas systématiquement détourné.

La transparence, c'est précisément l'un des maîtres mots de Nicolas Sarkozy.

Il y a un grand écart entre le discours et la pratique. On annonce la transparence et on organise l'opacité. La méthode de Nicolas Sarkozy consiste à lancer beaucoup de chantiers en même temps en concédant facilement des avantages catégoriels pour éviter de bloquer le processus.

Or, sur chacun des chantiers, les opposants aux réformes résistent avec vigueur. Progressivement, Nicolas Sarkozy se retrouve piégé. L'opacité permet de masquer l'échec global d'une réforme en communiquant uniquement sur un aspect ayant l'apparence d'une « réussite », par exemple l'allongement de la durée de cotisation pour les régimes spéciaux de retraite. Tous les avantages concédés en contrepartie ne sont pas évoqués. Pire, le gouvernement a imposé de ne publier aucun chiffrage officiel sur le sujet pendant la réforme. Un récent rapport du Sénat indique que cette réforme va sans doute coûter plus cher qu'elle ne rapporte, contrairement à l'objectif annoncé.

Il y a tout de même des réalisations. C'est le cas des taxis, dont le nombre vient enfin d'augmenter.

C'est l'exemple même de l'impréparation. En installant la commission Attali, Nicolas Sarkozy déclarait : il n'y a pas assez de taxis en France et ce n'est pas le plus difficile à réformer. Or quand on possède un taxi, on a une licence. A Paris, elle vaut autour de 180 000 euros. Si l'on veut réformer, il ne faut pas spolier les propriétaires de ces licences, il faut donc les dédommager pour ensuite ouvrir la profession.

Le rapport Attali prévoyait d'ouvrir la profession sans se préoccuper de dédommager les chauffeurs de taxi. Face à une telle injustice, la profession s'est mobilisée. Le gouvernement a alors bouclé à la va-vite un accord claironnant une augmentation de 5 000 taxis à Paris. En réalité, on arrive à ce chiffre par tout un tas d'arguments comptables – des « équivalents taxis » parce qu'on roule une heure de plus ou qu'on assouplit la réglementation, etc. En outre, il a été obtenu une voie réservée sur l'autoroute A1 pour rejoindre l'aéroport Charles-de-Gaulle, mais son coût sera considérable. Le bilan global est qu'il n'y a pas plus de taxis que ce qui était prévu avant la réforme, que les conducteurs ont un peu amélioré leur situation, mais au détriment des usagers et des contribuables. Cet exemple peut sembler anecdotique, mais le processus est le même sur toutes les grandes questions, notamment la loi sur la modernisation de l'économie.

> « La défiscalisation des heures supplémentaires : du pur opportunisme fiscal ; une réponse idéologique pour faire passer le message "travailler plus pour gagner plus" »

Sur ce sujet, pendant la campagne pour l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy, comme Ségolène Royal, estimait que les lois Raffarin et Galland devaient être supprimées.

Il est vrai que, à peine élu, le chef de l'Etat a affirmé que le grand commerce de détail fonctionnait mal, que la concurrence n'était pas au rendez-vous, et que les prix étaient supérieurs à ce qu'ils sont dans des pays comparables au nôtre.

Pour y remédier, il faut permettre à de nouvelles enseignes de s'installer dans des zones de chalandise en faisant concurrence à celles qui sont en place. Le projet de réforme propose allait timidement en ce sens. Mais les amendements parlementaires ont complexifié la loi et renforcé les difficultés pour les nouveaux arrivants. En pratique, les élus locaux pourront contrôler l'installation de tout magasin d'une surface supérieure à 300 mètres carrés, exactement le même seuil que celui de la loi Raffarin – que l'on voulait supprimer ! Ce qui donne un avantage aux enseignes en place qui s'entendent avec les élus locaux pour obtenir une extension de leurs surfaces. Et le manque de concurrence persiste.

On assiste encore à un grand écart entre la communication et la réalisation. On peut se demander jusqu'à quand ça va durer.

40 % de plus d'heures supplémentaires, grâce à leur défiscalisation, n'est-ce pas là une réussite ?

Il y a en effet 40 % d'heures supplémentaires de plus qui sont déclarées. Mais ces 40 % existaient, sans être déclarées, grâce à tout un système de primes et autres avantages. Désormais, il est plus intéressant de les déclarer, puisqu'elles sont défiscalisées, mais, du point de vue de l'activité, il n'y a pas de changement significatif. C'est du pur opportunisme fiscal sur le dos des contribuables. Quatre milliards d'euros pour l'instant, et 6 milliards envisagés en régime de croisière. C'est un manque à gagner énorme pour les finances publiques sans effet avéré sur l'activité.

La défiscalisation des heures supplémentaires est une réponse idéologique, pour faire passer le message « travailler plus pour gagner plus ». Un message politique, comme l'était celui de la gauche avec les 35 heures, en négligeant, à chaque fois, la manière dont fonctionne l'économie.

Alors, la France serait-elle irréformable ?

Certainement pas. Mais il faut au préalable réformer notre démocratie sociale. Or la réforme de la représentativité syndicale menée par le président Sarkozy est aussi un échec. Désormais, la représentativité d'un syndicat se fonde sur son score aux élections professionnelles.

Cela ne fait que modifier le rapport de force entre les organisations sans s'attaquer aux défauts majeurs qui minent les relations sociales dans notre pays : la désyndicalisation massive des salariés du privé et le financement opaque, souvent à la limite de la légalité, des organisations syndicales.

L'autre priorité touche à la réforme de la démocratie politique. Elle suppose que l'on renforce le Parlement, en particulier en mettant fin au cumul des mandats et en améliorant les moyens dont disposent nos parlementaires. L'influence des groupes de pression pour faire obstacle au changement ou en tirer tous les bénéfices aurait alors plus de chance d'être mieux maîtrisée. Faute d'avoir fait un préalable de ces deux chantiers et de les avoir menés à terme, il y avait peu de chances de réussir des changements d'envergure. ■

Photo Richard Dumas/Vu pour « Le Monde »

Le Monde
Samedi 4 avril 2009

Moraliser le capitalisme ?

En dépit des discours de principe des dirigeants mondiaux, la logique économique l'emporte sur la justice

L'abus du désir d'argent, ou les drogués du néolibéralisme

Le recours à l'éthique ne peut être le remède à cette addiction lourde

François Flahault

Philosophe, directeur de recherches au CNRS, dernier livre paru : « Le Crépuscule de Prométhée. Contribution à une histoire de la démesure humaine », (Mille et une nuits, 2008)

Est-ce au bien commun que pensent les responsables politiques lorsqu'ils parlent de « moraliser le capitalisme » ? Ils pensent sans doute avant tout que, pour entretenir leur crédibilité, ils doivent calmer le mécontentement : un Etat démocratique est censé remplir une fonction de tiers entre les puissants et les faibles. Or, même aux Etats-Unis, où un habile marketing électoral est longtemps parvenu à faire voter les pauvres pour les riches (un succès qui a fait des émules), la crise est venue rappeler qu'il existe un fossé entre les uns et les autres.

La recherche du bien commun doit-elle se traduire par « une moralisation du capitalisme » ? Ce serait, pour les acteurs économiques, un compromis somme toute assez avantageux. Puisqu'on se repeint en vert (écologie oblige), pourquoi ne pas « communiquer » également sur le caractère « éthique » de l'entreprise, quitte à faire quelques concessions ?

Dans la mesure où il sous-évalue les rapports de force, le discours moral joue son rôle, fût-ce involontairement, dans ce qui les masque, c'est-à-dire dans la mise en scène de la rationalité. Les grands groupes économiques et financiers sont des pouvoirs, des forces. Il faut étendre la grande idée de Montesquieu sur la limitation des pouvoirs aux relations entre la politique et l'économie. Tout pouvoir tendant naturellement à s'exercer et à s'étendre, aucun ne se limite de lui-même. Seule une force peut limiter une autre force. Nombre d'économistes ont dit, ces derniers mois, ce qu'il faut faire pour reformer le capitalisme. Reste à rassembler les forces qui permettront de le faire. Chose d'autant plus difficile que l'une des grandes victoires du pouvoir économique a été de convertir les politiques à la doctrine qui facilite sa suprématie.

Les sciences économiques en général et la doctrine néolibérale en particulier peuvent être vues comme une mise en scène de la rationalité. Fondée et convaincante à bien des égards, elle n'en fait que mieux oublier rapports de forces et désirs de puissance.

Etendue aux marchés financiers, la foi en l'autorégulation s'est révélée, on l'a vu, tout à fait illusoire. Mais si le rôle qui lui est attribué dans la théorie économique est discutable, il en est un autre dont la théorie ne parle pas, mais qu'elle remplit très bien : convaincre les acteurs économiques (surtout les plus puissants) et, si possible, les hommes politiques qu'il est inutile de se soucier du bien commun, inutile de se préoccuper du long terme. Il n'y a qu'à s'en remettre à la main invisible : providence naturelle, elle réalise d'elle-même le bien commun. Sous les apparences de la rationalité, la déresponsabilisation ainsi encouragée laisse le champ libre aux plus forts.

Désir de Rolex

La mise en scène de la rationalité s'emploie à accréditer la figure de l'individu transparent à lui-même, de l'homme cognitif dans un monde de choses. Ce qu'il ne faut pas laisser transparaître, c'est que, au cœur même des calculs économiques, les humains restent aux prises les uns avec les autres et que, dans ces interactions, ils ne sont pas aussi transparents à eux-mêmes qu'ils le veulent ou qu'ils le croient.

En réalité, confiance, défiance, désirs, passions, tout cela n'a pas moins de place dans les affaires que dans la vie privée où l'on voudrait voir confinés les affects. Calculs, chiffres, stratégie savamment pensée, oui, les moyens sont rationnels. Mais les fins ? Le désir de s'enrichir n'a rien de rationnel. Il s'agit bien d'une passion, si l'on entend par « passion » tout ce qui a trait au désir d'exister, au désir d'avoir sa place parmi les autres, si possible une bonne place. Un désir enfantin qui persiste chez l'adulte. Désir de Rolex, par exemple. Pour autant, le désir d'exister n'est pas nécessairement puéril. Témoignant de l'universelle force de vie qui nous meut, il mérite toute notre attention.

Le désir d'exister n'a pas de contenu qui soit fixé par nos gènes, il n'a pas d'objet qui lui réponde comme l'eau à la soif. Ce qui en fait un désir sans objet et sans limite. Raison pour laquelle le désir d'argent est le plus largement partagé : l'argent est cette substance qui existe en quantité illimitée et avec laquelle on peut acheter tout ce qu'on veut.

Sauf que ce n'est pas une substance, mais le fruit d'une confiance partagée, un liquide qui n'existe qu'à la condition de circuler. C'est pourquoi l'abus du désir d'argent ruine la confiance, ce qui en assèche la circulation. S'il y a une vérité que la crise nous a remise sous les yeux, c'est bien celle-là. En 2003 déjà, l'économiste Frédéric Lordon prenait tout à fait au sérieux la démesure dans le désir d'argent. L'année suivante, Michel Aglietta et Antoine Rebérioux publiaient *Dérives du capitalisme financier* (éd. Albin Michel).

Comment auraient-ils été entendus ? Le désir d'exister qui a pris le chemin de l'avidité devient une addiction aveugle. Une manière d'être dont on ne peut plus se défaire. Pour celui qui s'est engagé dans la démesure, s'orienter vers une manière d'être plus modérée serait vécu comme une baisse de régime, comme un moins-être. Interrogez des traders repentis (ou licenciés) : ils vous parleront de cette addiction intense qui les liait au défilement des chiffres sur l'écran et à l'argent devenu, comme pour *Le Joueur* de Dostoïevski, à la fois tout et rien.

Autre enseignement de la crise : le fait d'être un rouage de l'immense machine entretient un sentiment de légitimité. Car plus une manière d'être est partagée, plus elle paraît justifiée à ceux qui l'ont adoptée. Si je dérive avec les autres, je n'ai pas conscience de dériver.

Même lorsque, sous l'effet de la rivalité mimétique, mon avidité s'emballe. Garder sa place parmi les autres est vécu comme une justification. L'important est que ceux qui font les frais du jeu, quels que soient leur nombre et les dégâts qu'ils subissent, soient extérieurs au cercle de ceux qui se tiennent les coudes. ■

Enjeux
Les Echos

CRISE : QUI VA PAYER ?

CE WEEK-END
LE NOUVEAU MAGAZINE EN VENTE AVEC LES ECHOS

LA NOUVELLE OFFRE WEEK-END DES ECHOS
LE 1ER VENDREDI DE CHAQUE MOIS

La « gesticulocratie » contre la « mouvementocratie »

Il faut sortir de ce cercle vicieux

Louis Chauvel

Sociologue, professeur à Sciences Po, auteur de « Classes moyennes à la dérive » (Seuil, 2006)

Le scénario noir du nouveau sacrifice des jeunes générations est écrit, sauf à réagir immédiatement : chômage massif, risque inédit de déclassement des jeunes diplômés, déstabilisation de la « société de classes moyennes » à la racine du remplacement générationnel faute de recrutements, exclusion des sans-bac.

Dans ce contexte, la « moralisation du capitalisme » est une de ces idées qui font écran aux diagnostics lucides. Ainsi, les uns, sur les brisées de Marc Bloch, écrivent sur la faillite morale du capitalisme, dont l'effondrement exigerait un examen de conscience, alors que d'autres décrètent la mobilisation totale de la multitude contre l'empire capitaliste. Ces variantes du romantisme en politique ont un rôle revigorant, mais sont-elles matures, propices, responsables ? Un peu de distanciation temporelle est ici nécessaire.

L'incapacité à inscrire dans le long terme le progrès social est au cœur de l'échec systémique que nous traversons, mais le capitalisme n'est pas seul en cause. Terry Boswell et Christopher Chase-Dunn, les auteurs de *The Spiral of Capitalism and Socialism*, soulignent l'éternité de l'antagonisme historique du libéralisme et du collectivisme, dans un mouvement systémique, séculaire, où nul ne pourra annihiler l'autre, dans une conflictualité cyclique, une chorégraphie en spirale, où alternent apaisement et radicalisation, construction et destruction, échecs et succès.

Le surdéveloppement d'une partie ou l'autre de l'alternative suscite les incohérences insoutenables, en prélude à son échec, sa déstabilisation et son effondrement – temporaire – jusqu'à boucler le cycle : le *backlash*. Mais il serait naïf de croire que, en perdant une bataille, le capitalisme a perdu la guerre.

Cet échec du capitalisme relève avant tout de son incapacité à assurer le développement de long terme des progrès. Marchés immobiliers et financiers insoutenables, stagnation voire déclin de l'espérance de vie dans les pays à faible Etat-providence, inégalités croissantes notamment dans le partage de l'investissement éducatif, surendettement, rétrécissement des classes moyennes, abondance d'effets d'annonce sans lendemain, sont autant de signes de la désagrégation d'un régime ou la transmission intergénérationnelle est problématique.

Dévaluations des diplômes

Pour autant, le socialisme tel que nous l'avons connu depuis trente ans n'est pas exempt de critiques. L'explosion des effectifs d'un lycée et d'une université low cost de 1988 à 1994, sans soucis véritables pour le placement des jeunes, confronte les nouvelles générations à la dévaluation des diplômes. Quant à la responsabilité de la stagnation scolaire depuis 1994, elle est au moins un peu partagée, la période 1997 à 2002 étant dans l'alignement des périodes des gouvernements de droite.

Ces politiques désordonnées d'exubérance et de restriction scolaires ont suscité une génération appartenant aux classes moyennes par ses diplômes et aux classes populaires par sa condition, sans grand espoir de retour, confrontant les enfants des catégories moyennes au péril du déclassement social.

Le socialisme tel que nous le connaissons, tout en fermant son renouvellement générationnel interne (neuf députés de plus de 60 ans contre un de moins de 40 ans en 2007, alors que 1981 était marqué par la parité), a offert aux nouvelles générations des promesses intenables plus que du concret, tout en leur léguant des dettes qui ne servent guère leur avenir, l'effet d'annonce précédant souvent le déni de l'échec.

Si la transmission à long terme de notre modèle social aux victimes silencieuses du ralentissement est compromise, la faute en est donc un peu partagée, puisque les nouvelles générations sont tout à la fois les victimes d'un faux libéralisme, qui ne libère que les possédants, et d'un faux socialisme, qui a oublié ses enfants. « Moraliser le capitalisme » serait insuffisant si nous ne sortions pas aussi au socialisme d'hier.

Certes, la voie est étroite entre la gesticulocratie de gouvernements imposant des réformes absurdes (pensons, quatre ans après, au contrat première embauche – CPE) et la mouvementocratie oppositionnelle de rue où les plus mobilisés seront aussi les perdants, quoi qu'il arrive. Pour briser ce cercle vicieux, la seule question qui vaille est celle-ci : que devons-nous laisser à la génération de nos enfants ? ■

Vers un krach du sujet néolibéral ?

L'échec du modèle performance-jouissance

Pierre Dardot
Philosophe
Christian Laval
Sociologue
Tous deux animent le groupe d'études et de recherches Question Marx et ont publié « La Nouvelle Raison du monde » (La Découverte, 498 p. 26 €)

La catastrophe économique dissipe peut-être les illusions les plus grossières sur le marché autorégulateur, elle rend un peu moins arrogants les doctrinaires du capitalisme mondial, elle provoque les conversions spectaculaires de quelques « responsables » qui voudraient faire oublier au plus vite leurs aveuglements.

Mais elle n'entraîne pas encore le blocage de tous les dispositifs, de tous les discours, de toutes les politiques qui constituent le mode actuel du gouvernement des hommes et des sociétés. Ce mode a un nom : le néolibéralisme. Pour le dire avec Michel Foucault, cette rationalité consiste en une certaine « *conduite des conduites* », une manière d'inciter les sujets à se conduire selon le modèle de l'entreprise et la norme générale de la concurrence.

En établissant partout des situations de concurrence entre les sujets, en les incitant à devenir les gagnants d'une compétition universelle, en instaurant contrôles et surveillances, et surtout en poussant à l'autocontrôle, en faisant de la performance la règle de vie de chacun, elle a pour effet la construction d'un nouveau sujet, d'un néosujet comme disent certains psychanalystes.

Une telle logique normative relève en effet tout autant du rapport à soi que du rapport aux autres. Elle est autant subjective que politique. C'est ce qui fait sa force et rend difficile de l'enrayer. Que l'on considère le chef de service qui se prend pour un « manageur moderne », le salarié soumis aux procédures culpabilisantes de « l'évaluation », le consommateur dont les désirs sont captés par l'espoir de joies ineffables acquises à bon prix, l'étudiant invité à confondre les progrès de la connaissance avec la croissance individuelle d'un « capital humain », c'est chaque subjectivité qui, sous tel angle particulier, est amenée à se conformer à l'impératif de l'illimitation. Se dépasser soi-même, s'outrepasser, telle est la maxime de la subjectivité néolibérale.

L'accumulation du capital est devenue le principe du fonctionnement individuel, comme s'il fallait que l'existence soit indexée à la vie de la finance, comme si chaque individu devait se regarder comme une « autoentreprise » : au « toujours plus » exigé des travailleurs (performance) répond le « toujours plus » espéré des consommateurs (jouissance). Pire encore, la jouissance de soi est censée s'éprouver dans le dépassement de toute limite. Aussi convient-il de parler d'un dispositif de « performance-jouissance ».

Trois décennies de gouvernement néolibéral livrent cette leçon : pas d'extension possible du capital sans transformation de l'homme. Il s'agit en conséquence non seulement de prolétariser les populations jusqu'aux confins de la planète, d'accroître les inégalités entre riches et pauvres, mais aussi de « dynamiser » les sujets en faisant de chaque salarié un individu calculateur, maximisateur, un « entrepreneur de soi ». M^me^ Thatcher, fidèle à l'éthique puritaine, avait trouvé la formule : « *Economics are the method, the object is to change the soul.* »

> « Au "toujours plus" exigé des travailleurs (performance) répond le "toujours plus" espéré des consommateurs »

Changer l'âme est un beau projet qui ne va pas sans des disciplines multiples. La diffusion générale des techniques de l'évaluation individualisante et quantitative, l'essor des méthodes de « développement personnel », l'omniprésence du marketing dans les rapports humains, la promotion du sport de compétition comme modèle de rapport à soi, la soumission de la politique à la logique du management : ces dispositifs font système et tendent à imposer une certaine forme d'existence.

La crise financière et économique arrêtera-t-elle ce modelage redoutable des sociétés ou conduira-t-elle à l'intensifier, moyennant quelques corrections des règles de la finance ? Nul ne peut encore le dire. Pour les pouvoirs en place, la ligne est en tout cas claire : si la crise appelle des mesures d'urgence à l'écart du dogme, elle est aussi l'occasion d'accélérer les « réformes » en tout domaine, et particulièrement dans l'action publique, levier des mutations à venir.

Si cette crise, aussi profonde et longue qu'elle s'annonce, ne mettra pas fin d'elle-même à la logique néolibérale, elle crée une situation nouvelle en modifiant les conditions de l'affrontement. Lutte contre la précarisation et la pauvreté, refus de concevoir autrui comme un concurrent, dégoût pour la commercialisation et la financiarisation de la vie quotidienne, actes individuels ou collectifs d'insoumission contre l'ordre de la performance dans les entreprises : au nouvel appauvrissement des populations s'opposent les « révoltes logiques » des nouveaux pauvres, à la surveillance méticuleuse des comportements et à la comptabilité absurde des relations s'opposent des formes nouvelles de résistance transversale.

Quand s'impose la logique entrepreneuriale, les professionnels des institutions d'éducation, de soin, d'information, de justice, de culture se coordonnent, les chercheurs et les universitaires en masse font dissidence. Ne se dirige-t-on pas vers l'épuisement des ressorts du néosujet ? A quoi bon cette « réussite » si factice, cette course si ennuyeuse et si morbide à l'enrichissement, cette vie où l'individu réduit à sa misérable condition de « capital humain » s'exploite et se dévore lui-même ?

La crise présente devant chacun la division radicale des choix possibles d'existence, elle pose à chacun la question éthique et politique ancienne et toujours décisive : quelle société est-il bon de promouvoir, quelle vie est-il bon de mener ? Comme toujours en pareil cas, la réponse n'est écrite nulle part. ■

Du culte de la dette au retour de l'épargne

La spéculation est grisante, et ses séismes dévastateurs

Yvon Gattaz
Membre de l'Institut, président de l'Association des moyennes entreprises patrimoniales (ASMEP)

Après Guizot et son célèbre appel « *Enrichissez-vous par le travail et l'épargne* », culte de l'épargne vertueuse, résultat de longs efforts et de constantes économies, on vit s'installer peu à peu le culte de la dette.

Pour l'entreprise, la théorie de la dette est simple : si on attend l'accumulation d'économies pour dépenser et investir, on perd un temps considérable qui permet à des concurrents de vous dépasser. Et dans les affaires, l'endettement devint un mode de gestion reconnu très efficace. D'ailleurs, les chefs d'entreprise prudents, qui conservaient une forte trésorerie pour traverser éventuellement les périodes difficiles, étaient considérés par les « néogestionnaires » comme des « entrepreneurs rétro ».

Le snobisme de la dette descendit jusqu'aux particuliers qui n'envisageaient plus d'acheter un appartement, une voiture et même un réfrigérateur autrement que par endettement. Cette méthode facile était encouragée à la fois par l'inflation, qui a permis longtemps de rembourser ces dettes en monnaie de singe, et par les taux d'intérêt très bas qui apparaissaient comme providentiels et dont personne n'a réalisé la perversité à terme.

Et, joyeusement, les publicités pouvaient afficher : « *Achetez de suite et payez plus tard* », ou « *Dépensez plus* », ou « *Consommez plus* », ou même en 1981 « *Travaillez moins et dépensez plus* », ce qui permit à un banquier humoriste d'ajouter : « *... et empruntez la différence* ».

Lorsque, en 1982-1983, notre pays a subi trois dévaluations du franc par rapport au deutschemark, j'ai tenté d'expliquer au président François Mitterrand que ces dévaluations n'étaient qu'un transfert de l'argent des épargnants vers les endettés. Les tenants de ces dévaluations essayèrent de démontrer que les épargnants représentaient le passé, et les endettés l'avenir, et que le choix entre les deux catégories était facile.

Et puis nous sommes entrés dans la banalisation de la dette. De la dette normale, de la dette usuelle, de la dette intelligente, de la dette prospective, de la dette admise par tous et même par les plus hautes autorités. Les entrepreneurs prudents s'entendirent recommander de mieux utiliser leurs fonds pour une croissance accélérée. Et un curieux théorème apparut : « *Les économies freinent la croissance.* »

De l'endettement raisonnable à l'endettement risqué, la glissade était inévitable et les meilleurs esprits qui, naguère, trouvaient des technologies nouvelles, s'ingénièrent (car c'était souvent des ingénieurs) à découvrir des mécanismes financiers basés sur la dette, le risque et le jeu. Ils devinrent des artistes de la trajectoire tordue.

Ce fut l'*Auri sacra fames !*, de Virgile, que nous traduisons de façon populaire par « cette sacrée soif de l'argent » en transformant, qu'on pardonne notre alchimie, la faim en soif et l'or en argent.

Les résultats furent étincelants. Des fortunes himalayennes se bâtirent en peu de temps, ridiculisant les investissements en laboratoires ou en usines pour produits stupidement manufacturés. Le monde des affaires, qui était déjà passé de l'industrie au commerce, passa du commerce à la finance. Et personne ne s'étonna que nos meilleurs ingénieurs abandonnent la recherche et l'industrie pour la City où ils faisaient rapidement fortune.

Le jeu de l'argent est grisant. Mais les séismes y sont dévastateurs. La dette est basée sur la confiance, confiance surtout dans le remboursement. On se souvient qu'il y a bien longtemps j'avais demandé de remplacer dans le dictionnaire le mot « financement » par le mot composé « financement-remboursement », indéfectiblement soudé. On avait souri.

L'effondrement de la dette, après son feu d'artifice, a montré son incroyable fragilité. Et subrepticement, l'économie de l'épargne ressort de la naphtaline. Aujourd'hui, l'épargnant qui dispose de liquidités est le roi par rapport à l'endetté qui ne peut rembourser et vend ses actions à vil prix pour tenter d'honorer ses engagements audacieux. Beaucoup de situations de particuliers, d'entreprises, et même de quelques Etats, sont aujourd'hui tragiques.

Dans le même temps, des intellectuels, tenants de cette civilisation postindustrielle qui méprisait la production, bonne pour la Chine, se font plus modestes et reconnaissent qu'il serait bon de garder en Europe, et bien sûr en France, des usines de fabrication de produits manufacturés. Ils découvrent que les services sont souvent des services aux entreprises elles-mêmes, et que la spéculation ne peut se faire qu'autour d'un produit ou d'un service. Sinon, c'est de la mousse sans noyau, balayée par les premiers vents boursiers.

Rappellerais-je ici l'apologue des deux diamantaires : l'un découvre dans ses tiroirs un superbe diamant oublié. L'autre le lui achète instantanément. Pris de regrets, il le rachète lui-même un peu plus cher. Et un va-et-vient d'achat-vente s'établit avec augmentation corrélative des prix à chaque transaction. Jusqu'au refus de l'un des partenaires. L'autre s'exclama : « *Et pourtant, nous gagnions bien notre petite vie tous les deux !* », démontrant que le produit lui-même n'était qu'un prétexte à une spéculation qu'on pouvait croire indéfinie.

> « Si l'industrie manufacturière crée des richesses pour tous, la spéculation est un jeu à somme nulle »

Or, si l'industrie manufacturière crée des richesses pour tous, la spéculation est un jeu à somme nulle : les gagnants et les perdants s'équilibrent, tout comme Fourastié avait démontré que la redistribution ne créait pas, elle non plus, des richesses mais les déplaçait simplement. C'est le défaut grave et souvent peu connu de cette spéculation, devenue depuis peu un jeu mondial au grand dam des petits épargnants, toujours lésés in fine après quelques gains apparents.

Ne voyons-nous pas aujourd'hui apparaître un changement fondamental de la civilisation de la dette vers une civilisation de l'épargne. Le Prix Nobel d'économie Robert Solow incite, lui-même, à « *l'épargne, l'investissement et l'innovation* », ces trois objectifs permanents des chefs d'entreprise durablement performante.

C'est d'une double réhabilitation qu'il s'agit, celle de l'épargne et celle de l'industrie, révolution que nous espérons durable, à moins que la spéculation, aujourd'hui contrôlée sévèrement, ne reprenne discrètement ses égarements du passé. ■

En savoir plus

Livres récents
- « Le capitalisme est-il moral ? », par André Comte-Sponville, Albin Michel, 288 p., 16,90 €.
- « Il faut terminer la révolution libérale », par Michel Guénaire, Seuil, 200 p., 16 €.
- « Le Déclassement », par Camille Peugny, Grasset, 174 p., 15,50 €.

Deux classiques récemment traduits
- « Prolégomène à l'ontologie de l'être social », par Georg Lukacs, traduit de l'allemand par Aymeric Monville et Didier Renault, éd. Delga, 414 p., 23 €.
- « Socialisme libéral », par Carlo Rosselli, traduction de l'italien et présentation par Serge Audier, éd. Bord de l'eau, 530 p., 22 €.